

POLICY BRIEF

N°01/15 JANVIER 2015 | AGRICULTURE

POUR UNE STRATÉGIE D'ÉCOSYSTÈME ÉCONOMIQUE RURAL : VERS LA CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS ÉMERGENTS

Édouard Lanckriet (The Bridge Tank)
Joël Ruet (The Bridge Tank, Iddri)

L'émergence n'est pas qu'industrielle ou urbaine. Les émergences d'Asie ou d'Afrique doivent aussi se lire par la « masse de l'hinterland » : le monde rural. Et si assurer la sécurité alimentaire n'était pas le fardeau d'une sempiternelle politique « sociale » à la Sisyphe, mais la pierre de touche d'une modernisation pérenne des Suds par une diversification « intégrée » du tissu économique rural ? Dans ce contexte, ce Policy brief expose une stratégie de croissance inclusive par la création-densification d'écosystèmes économiques agricoles formant une véritable économie rurale diversifiée. Généralisant des initiatives nationales réussies ou ambitieuses, il recommande pour l'Afrique sub-saharienne et l'Asie en développement une coordination à l'échelle territoriale d'initiatives déjà mises en œuvre par des acteurs économiques à des échelles locales.

Après l'aporie du « développement », l'émergence ré-élargit l'horizon.

Partout au Sud, c'est l'heure de structurer une véritable économie rurale.

POINTS CLÉS

- ▶ La constitution d'une véritable économie rurale est centrale pour la durabilité, comme le suggère le lien entre deux débats : celui de la croissance inclusive et celui de la diversification rurale. L'idée d'une croissance inclusive des plus pauvres progresse dans la sphère internationale ; or déjà, des résultats précurseurs viennent d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud (Thaïlande, Éthiopie, Brésil...). Popularisée par le Rapport sur le développement de la Banque mondiale sur l'agriculture et l'emploi², l'idée de diversification de l'économie rurale commence à faire consensus³. Selon nous, elle est l'un des plus efficaces moteurs de croissance inclusive.
- ▶ Cette diversification doit s'appuyer sur deux dimensions de cette révolution possible : les opportunités existent d'un développement et d'un financement systémiques des territoires ruraux. Des succès pionniers, repris de la Thaïlande ou de l'Éthiopie à différents degrés par des pays d'Afrique de l'Ouest ou par l'Inde, tracent déjà la voie.
- ▶ Cette démarche systémique territoriale pourrait s'articuler autour de modèles de diversification des filières agricoles, parmi lesquels l'intégration agro-sylvo-pastorale ou entre filières alimentaires et non alimentaires.

1. Voir Joël Ruet, <http://diplomaticourier.com/news/opinion/2394-who-frames-the-politics-of-inclusive-growth>
2. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDECPGFRE/EXTDECRESINFRE/EXTRDMINFRE/EXTRDM2008INFRE/0,,menuPK:4160726~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:4160633,00.html>
3. En France, Bruno Losch du CIRAD par exemple.

DES RELAIS RURAUX POUR L'ÉMERGENCE

L'émergence portée par le moteur du commerce international partout cherche des relais nationaux. Après trois décennies mercantilistes, la Chine développe ses provinces ; confrontée à des limites environnementales de pollution industrielle, importatrice agricole nette, elle compte l'agriculture pour nouvelle frontière. Une partie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) cherche sa voie d'émergence via l'autonomie agricole, et l'Afrique veut émerger, mais ne nourrit pas ses populations. En Inde, les relais de croissance de la période 2009-2014 sont venus des campagnes.

L'ALIMENTATION EN MOTEUR GLOBAL ET NON PLUS EN PROBLÈME SOCIAL

Les politiques publiques redécouvrent les enjeux d'intégration territoriale et sociale non comme des problèmes, mais comme des opportunités de croissance. Par nécessité en Afrique sub-saharienne peu industrialisée, par pragmatisme en Asie, par savoirfaire construit en Amérique du Sud, le curseur se déplace vers une modernisation rurale : de l'agraire, accompagné de services qualifiés.

Les États les plus « fragiles » veulent aujourd'hui espérer. En marge du Sommet États-Unis-Afrique des 5-7 août 2014, le Président du Niger Mahamadou Issoufou rappelait que « le paradoxe de la faim est que la majeure partie de ceux qui en souffrent sont des agriculteurs du Sud [parce qu'ils] manquent de revenus ». Diagnostic posé pour rompre avec tout pessimisme et dire la vertu d'une politique anticipative. L'initiative « 3N » (« les Nigériens nourrissent les Nigériens ») pose que, même au Sahel, la sécheresse ne doit plus être synonyme de famine. L'initiative cible en outre la diversification des productions agro-sylvo-pastorales, avec comme leviers l'accès aux intrants modernes et la formation des agriculteurs dans des « maisons du paysan » dans 255 communes rurales. Et parmi ses objectifs figure également « l'accès à l'énergie de faible coût » assuré par un barrage sur le fleuve Niger (130 MW de capacités), ainsi que l'aménagement de 150000 ha de terres cultivables aux bords du fleuve. Pharaonique ? Éléphant blanc ? Par rapport aux avatars précédents des plans de « développement », y compris ceux intégrant infrastructures et services, la nouveauté réside dans un mix, un maillage, une diversification : les infrastructures de production vont être développées : aménagement d'un maillage de points d'eau pour la pisciculture ; création de « pistes » destinées à désenclaver les zones de production, à les connecter à des abattoirs

modernes à construire le long de la frontière avec le nouveau marché du Nigeria. Le mix entre grandes et petites infrastructures, entre infrastructures et accompagnement économique et social, méritera une évaluation, mais d'ores et déjà l'approche intégrée et centrée sur la diversification territoriale est à souligner. Cette initiative provenant du Niger, pays enclavé, pauvre, démographiquement explosif, « cas » chéri des Cassandres pour l'Afrique, est de celles qui fondent la Déclaration de Malabo.

DES TEMPS MÛRS POUR UNE GRANDE TRANSFORMATION RURALE

La 23e Session ordinaire de la conférence de l'Union africaine (UA) s'est tenue à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale, les 26 et 27 Juin 2014. Elle a réuni – c'est un record – plus de 40 chefs d'État.

Au-delà du lancement du Fonds monétaire africain, les attentions se sont focalisées sur l'agriculture : intention renouvelée d'allouer 10 % des budgets nationaux au développement de l'agriculture, objectifs de doubler la productivité de l'agriculture, de diviser par deux les pertes post-récoltes, de réduire de 10 % les retards de croissance dus à la malnutrition en Afrique. Malabo a réaffirmé la déclaration de Maputo (Mozambique, 2003), et l'a renforcée par un engagement et une appropriation beaucoup plus forts de la part des chefs d'État. Surtout, Malabo a posé en élément nouveau et central l'inclusion des jeunes, avec l'emploi comme enjeu majeur pour la sécurité alimentaire, ce qui la positionne donc non pas comme une politique sociale mais comme une politique de croissance économique dans l'espace rural. Cette orientation forte appelle des outils, également lancés : l'opérationnalisation de la Banque d'investissement africaine, l'appel à des investissements du secteur privé plus responsables, davantage de soutien pour le commerce intra-régional. La volonté politique en Afrique se trouve aujourd'hui confortée par les progrès asiatiques plutôt que par les idées venues du Nord : citant le cas du riz, le ministre sénégalais de l'Agriculture, agronome et ancien directeur de Africa Rice, a notamment déclaré : « nos rendements sont comparables à ceux de l'Asie, les terres et l'eau sont disponibles, des paquets technologiques adéquats sont mis au point. »

¹ « Pour un panafricanisme agricole », in Idées et Réflexion, quotidien Le Soleil, Dakar, 24 juin 2014.

DÉPASSER L'INSUFFISANCE ORGANISATIONNELLE ÉCONOMIQUE : UN ENJEU DE DIVERSIFICATION DE MODÈLES

Problème organisationnel avant d'être un problème « d'incapacité agricole² », la sécurité alimentaire mobilise, selon nos observations, trois niveaux d'approche pour la fonder en moteur d'émergence.

Au niveau de l'exploitation agricole, une stratégie d'intensification de la production passe par l'accès aux technologies (semences et intrants adaptés) et aux savoir-faire³. L'existence de technologies adaptées aux conditions écologiques et pédoclimatiques est indispensable, mais ne constitue pas qu'une vague promesse pour l'avenir : les rendements du mil en semences améliorées existantes sont six fois plus importants qu'en semence « tout venant ». Les savoir-faire doivent également permettre de développer des modèles innovants via des associations culturales cycle long/cycle court à même de stabiliser les revenus y compris des exploitants les plus pauvres. Par exemple, lors du retard d'hivernage 2014, le Sénégal a accéléré la mise à disposition de variétés de niébé très hâtives dans les zones à risques, d'un cycle de 45 à 50 jours ; la mise en place conjointe de boutures de manioc permet de prolonger la sécurité alimentaire après l'hivernage, avec un cycle de 18 mois pour cette culture.

Seconde approche : l'intégration verticale des filières, de l'accès aux intrants adaptés aux sols à la commercialisation de produits transformés. Pour cela, une véritable stratégie de transformation et d'investissement logistique est nécessaire (places de marché cogérées, abattoirs modernes...). Au vu des volumes d'investissement nécessaires, les financeurs privés, de type private equity notamment, ont un rôle à jouer.

Surtout, au-delà de ces nécessaires retours au bon sens en matière de développement agricole tel que prôné avant l'éclipse des investissements en agriculture, une approche émergente paraît être une condition nécessaire pour faire fonctionner l'ensemble de l'écosystème rural de telle manière qu'il soit capable de proposer suffisamment d'emplois et qu'il puisse aussi se situer dans une perspective de durabilité environnementale et sociale et non dans une logique d'exploitation quasi « minière » des ressources. Cette approche systémique dépasse les enjeux

nécessaires mais non suffisants de structuration verticale de filières, et repose sur une inscription dans le tissu économique et social rural. Le soutien à une filière, pour être pérenne et s'articuler sur une dynamique de croissance locale, doit générer des activités économiques « périphériques » : activités support et de diversification des marchés. Par ailleurs, densifier « l'écosystème » d'acteurs et d'activités économiques issus de la valorisation de la terre permet d'autonomiser le territoire productif des importations de l'étranger. Alors la sécurité alimentaire devient moteur économique et non budget social.

MODÈLES MUTUALISÉS ET CO-FILIÈRES AGRICOLES : EXEMPLE DE L'INTÉGRATION AGRO-SYLVO-PASTORALE

L'intégration des différentes filières issues de l'agriculture sécurise l'accès des débouchés et en retour viabilise les investissements dans l'intensification de la production.

Le développement de la production laitière au Sahel ou dans les zones enclavées d'Asie entraînerait l'intensification des productions céréalières et fourragères locales (le fourrage valorise les sous-produits des céréales), constituant un marché garanti pour l'agriculture, le cheptel étant également sources de viande pour l'alimentation, et par ailleurs générerait un flux de déchets organiques, autant d'intrants biologiques à l'agriculture. L'activité laitière se finance bien car, contrairement à la production céréalière, le revenu est généré quotidiennement. L'essor des pistes rurales permet ainsi de dépasser la césure géographique traditionnelle entre pasteurs et agriculteurs.

L'intensification locale de la production agricole en milieux fragiles, si combinée à l'amendement biologique des sols et à l'économie de gamme⁴ (qui sous-tend par exemple les systèmes polyculture-élevage, agro-sylvo-pastoraux, etc.), participe paradoxalement d'une démarche durable, car elle limite le recours à la déforestation par l'extension des modèles agricoles à faibles rendements. Des politiques « intégrées » doivent viser à faire du secteur primaire « vivant » et « organique » un moteur économique plus durable que l'exploitation de ressources fossiles.

² The Montpellier Panel, 2013, Sustainable Intensification, A New Paradigm for International Agriculture, London.

³ Toenniessen, G., Adesina, A. and DeVries, J. 2008. Building an Alliance for a Green Revolution in Africa. Annals of New York Academy of Sciences. 1136: 233-242. http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/nyas_building_agra.pdf

⁴ L'économie de gamme est une variante des économies d'échelles; elle se dit d'une entreprise qui profite de son savoir-faire acquis sur une technique de production pour élargir ses marchés en créant de nouveaux produits issus du même savoir-faire.

LE FINANCEMENT, UN ENJEU CENTRAL : PUISER DANS L'INNOVATION INSTITUTIONNELLE ASIATIQUE

Ces transformations ont besoin de la finance. Aujourd'hui parent pauvre du secteur bancaire, la finance agricole destinée aux petits acteurs a pourtant été à l'origine de l'invention de la finance « moderne ». C'est pour répondre aux besoins d'investissement dans des activités culturelles ne portant leurs fruits qu'après plusieurs saisons qu'ont été inventés les produits financiers « à terme ». L'agriculture est fortement capitalistique, et il est urgent de doter celle des pays pauvres d'outils financiers adaptés.

Le warrantage est l'un des outils permettant aux acteurs ruraux de gérer leurs stocks de ressources de manière cohérente avec l'évolution des cours des matières agricoles sur les marchés locaux. Il permet de stocker la production de manière sécurisée au moment de la récolte lorsque le prix des céréales est faible – contre une avance financière – et d'attendre la fin de la « soudure » pour vendre à prix élevés. Ainsi, les agriculteurs peuvent effectuer leurs achats d'intrants et la vente de leur production en cohérence avec les cours, et accumuler de l'épargne.

Toute une finance rurale demeure à stabiliser et à diffuser. Elle peut être une micro-finance partout où une densité minimale le permet⁵, mais une finance bancaire est nécessaire. Des fonds de prise de participations dans les exploitations plus grandes, ou coopératives, apporteurs d'un savoir-faire sur les chaînes de valeurs, sont très actifs dans les pays du Sud.

Enfin, l'outil financier public reste central. Un exemple asiatique massif mérite d'être cité. Sous Thaksin Shinawatra, Premier ministre de la Thaïlande de 2001 à 2006, le pays a vu la pauvreté diminuer de moitié en six ans⁶ en travaillant sur les revenus de base ruraux, pour assurer le soutien à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Le projet « One Million Baht One Village Fund » a rendu accessibles des financements de base à 96,5 % des agriculteurs, créant de l'emploi et permettant d'augmenter les revenus, et stimulant les PME et PMI rurales. Ces programmes nécessitent une ambition : plus de 77000 villages ont été concernés, pour un transfert équivalent à 12 % de leur revenu annuel (et pour près de 41 % du total de leurs crédits de court terme).

L'originalité du programme venait du fait que, pour la première fois, les villageois de toutes origines sociales avaient accès à des prêts sans

collatéral. Ce programme a eu des effets sur l'économie rurale dans son ensemble, les dépenses créant de l'emploi dans les villages et augmentant les revenus des manoeuvres. Plus précisément, avec plus de crédit, donc plus de dépenses orientées vers des revenus futurs, le programme a généré à court terme un accroissement des revenus, stimulé le marché du travail avec une « augmentation du revenu du travail et en particulier du niveau de salaire » indiquant un « effet induit » y compris sur les non-empruntants⁷. Cette stratégie a aussi été suivie par l'Éthiopie, réduisant son insécurité alimentaire et renforçant les capacités économiques et commerciales de son secteur agricole. Le même effet, mais d'origine plus macro-économique par la demande des bourgs et des petites villes, a assuré les relais de croissance en Inde à partir de la crise de 2007-2008, vers la constitution d'une économie rurale. Mais, moins soutenu par l'État, le processus reste lent. L'Asie du Sud dans son ensemble abrite près de la moitié de la malnutrition de la planète et, en son sein, l'Inde progresse lentement dans son traitement⁸ et pourrait tirer un grand parti de l'expérience de son voisin thaïlandais⁹.

En Afrique subsaharienne, cette ambition est atteignable : la moitié des programmes d'aide souffre d'inexécution administrative, mais les fonds ne manquent pas, et le faible poids relatif des PIB ruraux laisse envisager, suivant l'exemple thaïlandais, un transfert financier significatif vers le milieu rural à coût financier modéré pour le pays. Le continent africain étant caractérisé par un tissu économique et d'infrastructures beaucoup moins dense que certaines parties d'Asie, les investissements en Afrique doivent être dirigés vers des marchés décentralisés.

Les campagnes sont au cœur de la croissance émergente, à condition qu'elles disposent des outils.

⁷ Ibid.

⁸ Drèze J. and Sen, A.K. 2013 *An Uncertain Glory, India and Its Contradictions*. Penguin.

⁹ Voir Joël Ruet, "Modi should look to India's neighbours", *Financial Times*, 5 octobre 2014.

⁵ Voir les travaux d'Andrew Dorward de la School of African and Asian Studies de Londres.

⁶ "The Impact of Credit on Village Economies." Joseph P. Kaboski and Robert M. Townsend. *American Economic Journal: Applied Economics* 4(2), April 2012: 98-133.

CONCLUSION

La nécessaire transformation chinoise, la compétition entre pays de l'ASEAN, ou l'explosion démographique des sous-continentes indien ou sub-saharien couplée à l'augmentation sensible du PIB de ces territoires ont créé les conditions d'émergence de marchés locaux suffisants pour financer des transitions agro-techno-économiques basées sur la densification des activités rurales.

Elles doivent s'opérer tant dans les modèles agricoles que dans les marchés vers lesquels s'oriente la demande : de l'étranger au domestique. L'intensification – y compris écologique – de l'agriculture émergente passe par la sortie de l'approche très verticaliste des filières qui prévaut, pour pouvoir « s'horizontaliser », et pouvoir diffuser et accumuler savoir et technologies. De manière convergente avec la notion déjà ancienne de développement rural intégré, ce Policy Brief met en avant l'importance de bâtir un système diversifié de co-filières agricoles dans un même territoire rural.

Il s'agit d'une transition complexe nécessitant l'appui de politiques de « croissance inclusive ». Côté espoir, cette transition nécessite plus des outils financiers que des fonds importants, et génère des externalités fortes qui rentabilisent les projets privés comme les dépenses publiques. Les politiques d'émergence locale doivent favoriser ces liens pour une croissance inclusive.

